

non alignés qui en est résultée, le contrôle de l'agenda de l'ONU a changé de mains, mais seul ce fait semble avoir hypnotisé les auteurs de l'examen.

Si je souligne cette dure critique des Nations Unies qui a eu lieu dans les années 1970, c'est pour rappeler, à vous comme à moi, qu'elle a continué à subir des examens aussi minutieux que négatifs durant ce que j'appelle la « fin de son adolescence » et dans le cas du Conseil économique et social de même que de certains organismes spécialisés de l'ONU comme la CNUCED [Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement] et l'ONUDI [Organisation des Nations Unies pour le développement industriel], ce n'était même pas le nadir de leur réputation!

Cependant, malgré sa diatribe contre l'Organisation, il y a 26 ans, le Canada n'en a pas moins participé activement à ses travaux. Peu d'années après la publication de *Politique étrangère au service des Canadiens*, le Canada, une nouvelle fois, consacrait avec beaucoup de succès une énergie diplomatique et des ressources énormes aux conférences de l'ONU sur l'environnement et le droit de la mer. Maurice Strong a été secrétaire général de la Conférence de Stockholm en 1972; Marcel Cadieux, Allan Beasley et d'autres distingués diplomates canadiens ont mis leurs compétences extraordinaires au service de la négociation de la Convention de 1982 sur le droit de la mer. Et, en 1978, le Canada obtenait son quatrième mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité.

Même dans les années 1970 et au début des années 1980, où la domination des pays non alignés amis de Moscou atteignait son apogée et où la réputation des Nations Unies dans les capitales occidentales était à son plus bas, le soutien du Canada à l'Organisation ne s'est jamais démenti. Le Canada reconnaissait toujours l'importance d'un système multilatéral vital et la nécessité d'une relation constructive entre tous les États membres.

Le deuxième grand examen sur les relations internationales a coïncidé avec un autre anniversaire marquant de l'ONU. En 1985, l'année du 40<sup>e</sup> anniversaire, le gouvernement conservateur nouvellement élu publiait, pour stimuler les débats, un « livre vert » intitulé : *Compétitivité et sécurité : orientation pour les relations extérieures du Canada*.

Le livre vert offrait un aperçu révélateur des objectifs et des priorités du nouveau gouvernement. Si les remarques sur l'ONU y étaient moins acerbes que 15 ans auparavant, des doutes subsistaient sur son efficacité et de vieilles questions revenaient au sujet de la « politisation » des institutions économiques et sociales. Les auteurs formulaient le commentaire suivant : « Toutefois, le renouveau et la réforme s'imposent si nous voulons que l'ONU apporte à la sécurité internationale la contribution dont ses membres ont besoin. » L'air de cette phrase nous est familier!

Ultérieurement cette année-là, dans son allocution à l'Assemblée générale, le premier ministre Mulroney faisait remarquer, très pertinemment,